

## **Manifestations en Biélorussie Chronologie d'une révolution en cours**

### **16 juin**

Les ambassadeurs des États membres de l'Union [se mettent d'accord](#) pour ajouter 78 responsables biélorusses et 7 entités à la liste des personnes et entités soumises à des sanctions pour leur rôle dans la répression de l'opposition. Sept d'entre eux sont impliqués dans le détournement d'un avion de Ryanair le 23 mai et l'arrestation de deux passagers, le journaliste Roman Protassevitch et sa compagne Sofia Sapega.

Les sanctions entreront en vigueur après leur adoption formelle par les ministres des Affaires étrangères le 21 juin.

### **14 juin**

Les dirigeants des pays de l'OTAN réunis à Bruxelles [se déclarent](#) profondément préoccupés par les événements survenus en Biélorussie depuis août 2020 et soulignent que les actions du régime ont des incidences sur la stabilité régionale. Ils appellent la Biélorussie à respecter le droit international et les droits de l'Homme, et à libérer les prisonniers politiques. Ils demandent à la Russie et à la Biélorussie d'agir de manière « prévisible et transparente ».

Ils affirment qu'il est « dans l'intérêt de tous que la Biélorussie soit un pays démocratique, souverain et stable. Les Alliés se tiennent prêts à développer un partenariat mutuellement bénéfique entre l'OTAN et la Biélorussie, en fonction de la situation politique et des conditions de sécurité ».

### **13 juin**

Les dirigeants du G7 réunis au Royaume-Uni [se déclarent](#) « profondément préoccupés par les attaques continues contre les droits de l'Homme, les libertés fondamentales et le droit international » perpétrées par le régime biélorusse.

Ils appellent le régime à engager un dialogue « significatif » avec tous les secteurs de la société civile, et organiser des élections libres et honnêtes. Ils affirment qu'ils travailleront ensemble pour faire rendre des comptes aux responsables de la répression et soutenir la société civile et les médias indépendants.

## 10 juin

Dans [une résolution](#) adoptée par 626 voix contre 16, le Parlement européen qualifie d'acte de terrorisme d'État le détournement d'un avion de Ryanair le 23 mai et demande au Conseil de l'UE d'étendre dès que possible les listes des personnes et entités faisant l'objet de sanctions de l'Union en y incluant les personnes et entités impliquées dans le détournement.

Les députés appellent à la libération « libération immédiate et inconditionnelle » du journaliste Roman Protassevitch et de sa compagne Sofia Sapega, arrêtés à leur descente de l'avion, ainsi que de tous les prisonniers politiques.

Les députés demandent en outre que la Biélorussie soit suspendue des organes et événements sportifs internationaux, notamment les championnats d'Europe et du monde et les Jeux olympiques à Tokyo. Ils demandent à l'UEFA de retirer les droits de diffusion de l'Euro de football à la télévision d'État biélorusse et de les octroyer gratuitement au média indépendant Belsat TV.

Dans une [tribune](#), le vice-Président exécutif de la Commission européenne Frans Timmermans propose que les Européens financent des structures de soutien psychologique pour tous les exilés biélorusses qui en ont besoin. Il propose également que les universités européennes offrent des bourses d'études aux étudiants biélorusses, y compris par le programme Erasmus, et que les scientifiques et les instituts de recherche et d'enseignement supérieur européenne intensifient leur coopération « partout où cela est possible ». Il demande en outre aux entreprises européennes de proposer des emplois ou des stages aux Biélorusses et que les médias européens prennent leurs collègues biélorusses « sous leurs ailes ».

## 9 juin

Dans un discours prononcé [devant le Sénat tchèque](#), l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa [appelle](#) à la création d'un tribunal pénal international pour juger les responsables du régime biélorusse.

## 8 juin

Alexandre Loukachenko signe [une loi](#) qui prévoit des peines plus dures contre les manifestants. Participer à deux rassemblements non autorisés est désormais passible de 3 ans de prison. Se livrer à des activités considérées comme « extrémistes » ou faire leur « promotion » est passible de 6 ans de prison. Être reconnu coupable de financement de ces activités est punissable de 5 ans d'emprisonnement.

Lors d'un débat au Parlement européen sur la situation en Biélorussie, le Haut Représentant de l'Union Josep Borrell [déclare](#) que de nouvelles sanctions seront

adoptées lors du prochain Conseil des ministres de Affaires étrangères, le 21 juin. Il estime à 450 le nombre de prisonniers politiques en Biélorussie.

Le chef de la délégation de l'Union en Biélorussie et ses homologues américain, britannique et japonais rencontrent à Minsk le ministre biélorusse des Affaires étrangères avec. Les diplomates demandent la fin de la persécution des opposants, la libération des prisonniers politiques ainsi que des enquêtes et des poursuites judiciaires envers les responsables des violences. Ils rappellent que l'Union, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon sont prêts à « soutenir et faciliter » un dialogue inclusif pour trouver une solution pacifique à la crise.

## 7 juin

Lors d'un entretien téléphonique avec le Président Russe Vladimir Poutine, le Président du Conseil européen Charles Michel rappelle que l'Union demande l'arrêt de la répression et la libération des prisonniers politiques en Biélorussie, ainsi que la mise en place d'un « dialogue inclusif » pour trouver une solution à la crise. Il estime que la Russie « peut jouer un rôle important pour soutenir un règlement pacifique ».

## 5 juin

Des opposants biélorusses exilés manifestent à la frontière avec leur pays en Lituanie et en Pologne pour demander la réouverture de la frontière, afin que puissent sortir du pays tous ceux qui le souhaitent. Ils réclament également la libération des prisonniers politiques et de nouvelles sanctions européennes.

## 4 juin

Le Conseil de l'UE décide de fermer, à partir du 5 juin, l'espace aérien et les aéroports de l'Union aux compagnies aériennes biélorusses.

L'opposante Svetlana Tikhonovskaïa est reçue à Varsovie par le Président polonais Andrej Duda et par le maire de la capitale Rafal Trzaskowski. Elle appelle la communauté internationale à rejeter les aveux la « confession » du journaliste Roman Protassevitch diffusée la veille par la télévision biélorusse. Arrêté le 23 mai, R. Protassevitch est apparu avec des traces visibles de violences et obligé d'appeler à arrêter la contestation envers le régime.

## 2 juin

Lors d'une réunion du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, l'Union condamne le détournement de l'avion de Ryanair le 23 mai ainsi que la détention du journaliste Roman Protassevitch et de sa compagne Sofia Sapega, qui se trouvaient à bord. Elle appelle une nouvelle fois à leur libération et à celles de

tous les prisonniers politiques. Elle encourage la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe à continuer à soutenir la société civile en Biélorussie. Neuf pays européens s'associent à la [déclaration](#) de l'Union.

La Représentante pour la liberté des médias de l'OSCE, Teresa Ribeiro, [appelle](#) les autorités biélorusses à libérer tous les journalistes emprisonnés. Elle souligne que la « répression systématique » envers les médias constitue une violation des engagements pris la Biélorussie en tant que membre de l'OSCE.

## 29 mai

Des rassemblements de soutien à l'opposition biélorusse [se déroulent](#) à Varsovie et Kiev. Présents dans la capitale polonaise, les parents du journaliste emprisonné Roman Protassevitch appellent l'Union et les États-Unis à les aider à libérer leur fils et tous les autres prisonniers politiques.

## 28 mai

La Commission européenne présente un [plan de soutien](#) d'un montant de 3 milliards €, destiné à une future Biélorussie démocratique. Dès qu'une transition démocratique sera enclenchée, l'Union mettra à disposition des prêts et des subventions pour soutenir l'investissement public et privé dans le pays. Cinq grandes priorités sont identifiées : le soutien à l'économie, la connectivité et le commerce, l'innovation et la transformation numérique, la transition énergétique et environnementale, le développement d'institutions démocratiques et transparentes.

La Lituanie [expulse](#) deux employés de l'ambassade biélorusse à Vilnius en raison d'activités « incompatibles avec leur statut diplomatique », et en solidarité avec la Lettonie dont l'ambassade à Minsk a été fermée.

## 27 mai

Les ministres des Affaires étrangères du G7 et le Haut Représentant de l'Union [condamnent](#) « dans les termes les plus forts » le détournement de l'avion de Ryanair le 23 mai et l'arrestation du journaliste Roman Protassevitch et de sa compagne. Ils demandent la libération des prisonniers politiques et se déclarent prêts à œuvrer, y compris par de nouvelles sanctions, pour que les responsables biélorusses rendent des comptes.

Le Haut Représentant de l'Union Josep Borrell [déclare](#) que l'Union va commencer à discuter de la mise en œuvre de sanctions économiques et sectorielles contre la Biélorussie. Les mesures sont discutées par les ministres des Affaires étrangères réunis à Lisbonne.

A la demande des pays de l'Union et des États-Unis, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) [décide](#) d'ouvrir une enquête sur le détournement de l'avion de Ryanair par la Biélorussie.

L'Union européenne de cyclisme [annule](#) les championnats d'Europe sur piste prévus à Minsk du 23 au 27 juin, « compte tenu de la situation internationale actuelle ».

## 26 mai

La commission Affaires étrangères du Parlement européen organise un [échange du vue](#) sur le détournement de l'avion de Ryanair, le 23 mai, et l'arrestation du journaliste Roman Protassevitch et de sa compagne. Dans une intervention par vidéo, l'opposante biélorusse Svetlana Tikhanovskaïa appelle l'Union à agir et accroître son soutien à la société civile contre le régime d'Alexandre Loukachenko.

Le Président du Conseil européen Charles Michel [s'entretient](#) avec Dmitri Protassevitch, le père du journaliste arrêté, pour exprimer la « solidarité la plus entière » de l'Union. Il appelle de nouveau les autorités biélorusses à libérer tous les prisonniers politiques.

## 25 mai

Dans une [lettre ouverte](#), les présidents de commissions des Affaires étrangères de plusieurs parlements européens, américain et canadien condamnent l'acte « de terrorisme d'État » du régime biélorusse envers un avion civil et demandent la libération immédiate de Roman Protassevitch et de tous les prisonniers politiques. Ils appellent les États membres de l'Union et de l'OTAN à prendre des sanctions contre le régime de Loukachenko et empêcher la Biélorussie d'utiliser Interpol et d'autres organisations internationales pour s'attaquer à la démocratie en Europe.

Le Conseil de l'Europe exprime sa [préoccupation](#) après l'adoption, le 24 mai, de [nouvelles restrictions](#) sur l'organisation des rassemblements en Biélorussie et exhorte les autorités à les révoquer.

## 24 mai

Réunis à Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement européens [condamnent](#) le [détournement](#) d'un avion de Ryanair par les autorités biélorusses, le 23 mai, et l'arrestation du journaliste Roman Protassevitch et de sa compagne Sofia Sapega, qui se trouvaient à bord, et demandent leur libération.

Ils décident d'interdire le survol de l'espace aérien de l'Union par les compagnies aériennes biélorusses et d'empêcher l'accès aux aéroports de l'UE pour les vols opérés par ces compagnies, et demandent aux compagnies aériennes européennes d'éviter le survol de la Biélorussie.

Ils décident également d'élargir la liste des responsables biélorusses soumis à des sanctions, et de mettre en place de nouvelles sanctions économiques ciblées.

La Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen déclare qu'un plan européen de soutien économique et d'investissement d'un montant de 3 milliards € est « prêt et gelé jusqu'à ce que la Biélorussie devienne démocratique ».

La Lettonie décide d'expulser des diplomates biélorusses en poste sur son territoire, en réponse à la fermeture de son ambassade à Minsk par le régime biélorusse le jour même.

## 19 mai

Le porte-parole du Service européen pour l'action extérieure condamne le blocage, le 18 mai, du site d'information indépendant Tut.by, la perquisition dans ses locaux et la détention de 15 de ses journalistes. Il demande que les autorités biélorusses cessent leur harcèlement des journalistes et demande la libération des journalistes emprisonnés et de tous les prisonniers politiques.

## 10 mai

Lors d'une visioconférence, Svetlana Tikhanovskaïa discute avec la Commission européenne de ce que pourrait être un plan européen pour la Biélorussie.

Réunis à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères de l'Union évoquent la Biélorussie, et constatent que « le régime poursuit ses actes de répression et d'intimidation contre des citoyens, y compris la communauté polonaise ».

## 6 mai

La leader de l'opposition Svetlana Tikhanovskaïa appelle les États membres à adopter de nouvelles sanctions contre les responsables de la répression et à publier un plan d'aide à la société civile et à l'économie biélorusses. Elle demande également l'organisation d'une conférence internationale avec des représentants biélorusses, européens, britanniques, américains et russes.

## 5 mai

Dix opposants biélorusses portent plainte en Allemagne contre Alexandre Loukachenko, le Président biélorusse non reconnu par l'Union européenne, pour « torture d'État ». Ils estiment que la répression contre le mouvement

démocratique entre dans le cadre de la compétence universelle de la justice allemande pour les crimes contre l'humanité et politiques de répression systématiques.

### **30 avril**

Le Parti vert européen [demande](#) la libération de Dmitri Koutchouk, le leader des Verts en Biélorussie. D. Koutchouk a été arrêté le 26 avril lors d'une marche en mémoire des victimes de la catastrophe de Tchernobyl et condamné à 15 jours de prison.

### **29 avril**

La leader de l'opposition Svetlana Tikhanovskaïa est reçue à la Chambre des députés italienne pour une [audition informelle](#) avec la commission des Affaires étrangères. Les députés et le Président de la Chambre Roberto Fico apportent leur [soutien](#) au peuple biélorusse et à sa demande de nouvelles élections.

### **21 avril**

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [appelle](#) à une réforme « complète » du système électoral en Biélorussie et demande aux autorités du pays de se conformer aux normes internationales en matière d'élections démocratiques. Elle appelle également à l'ouverture « de toute urgence » d'un dialogue « transversal et inclusif » pour mettre fin pacifiquement à la crise politique.

Le gouvernement lituanien présente un [projet de loi](#) facilitant l'établissement d'entreprises d'États tiers et le transfert de leurs employés et leurs familles. Le projet est destiné à permettre à des entreprises biélorusses de trouver refuge en Lituanie. Environ 80 d'entre elles ont déjà entamé leur relocalisation. Si le Parlement adopte le texte, il entrera en vigueur le 1er juin.

### **16 avril**

Lors d'une réunion de l'OSCE, l'Union [condamne](#) « la nouvelle escalade de la répression contre le peuple biélorusse, y compris les campagnes orchestrées de persécution des défenseurs de droits de l'Homme, des journalistes, des médias et des représentants de la société civile ». Elle appelle à nouveau les autorités biélorusses à mettre fin aux violences et à libérer de manière inconditionnelle les prisonniers politiques.

Les États membres de l'OSCE [appellent](#) collectivement à la libération des prisonniers, y compris la présidente de l'Union des Polonais de Biélorussie Andzelika Borys d'un membre du bureau de l'association, Andrzej Poczobut.

## 12 avril

La chaîne d'information européenne Euronews n'est [plus diffusée](#) en Biélorussie après le non-renouvellement de sa licence, dont elle n'a pas été notifiée par les autorités.

## 8 avril

Pavel Latouchko, ancien ministre, ambassadeur et directeur du théâtre national devenu opposant au régime, [annonce](#) la [création](#) d'un parti politique au sein du mouvement démocratique. Quelques jours avant, Viktor Babariko, actuellement emprisonné à Minsk, avait lui aussi annoncé le lancement de sa formation politique, [Vmeste](#) (Ensemble).

## 30 mars

Au cours d'une vidéoconférence avec le Président russe Vladimir Poutine, le [Président français](#) Emmanuel Macron et la [Chancelière allemande](#) Angela Merkel ont réaffirmé la nécessité d'un dialogue politique inclusif et d'élections libres en Biélorussie.

## 26 mars

L'Union européenne de radiotélévision (UER), qui organise le concours de la chanson de l'Eurovision, annonce que la Biélorussie [ne participera pas](#) à la compétition cette année parce qu'elle ne respecte pas les règles selon lesquelles les chansons ne doivent pas avoir de message politique. Une première chanson avait été rejetée en mars. La seconde chanson proposée était également « en violation des règles du concours qui garantissent que le Concours n'est pas instrumentalisé ou discrédité », [explique](#) l'UER.

## 25 mars

200 à 300 personnes sont arrêtées et mises en détention par les autorités biélorusses lors de la manifestation pour la Journée de la Liberté à Minsk. À l'occasion de cette Journée, plusieurs gouvernements et institutions européens expriment leur soutien au peuple biélorusse.

La Lituanie, l'Estonie et la Lettonie [ajoutent](#) 118 nouveaux responsables biélorusses à la liste des fonctionnaires biélorusses interdits d'entrer sur leur territoire.

Le Haut représentant de l'Union Josep Borrell [condamne](#) l'arrestation et la condamnation à 15 jours de prison de la présidente de l'Union des Polonais de



Biélorussie Andzelika Borys ainsi que l'arrestation d'un membre du bureau de l'association, Andrzej Poczobut. Il demande leur libération immédiate.

## 18 mars

Lors d'une réunion de l'OSCE, l'Union [renouvelle](#) son soutien à la mise en place d'un dialogue entre les autorités biélorusses et l'opposition politique, et à l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle avec des observateurs internationaux. Elle appelle également de nouveau à la réhabilitation des prisonniers politiques, et condamne la persécution systématique du mouvement pro-démocratie et l'oppression des médias et de la société civile.

La leader de l'opposition Svetlana Tikhanovskaïa [lance un appel](#) à exprimer son soutien au peuple biélorusse le 25 mars, à l'occasion de la Journée de la liberté qui commémore l'indépendance du pays en 1918.

## 11 mars

L'Union européenne de radiotélévision (UER), qui organise le concours de chansons de l'Eurovision, [refuse](#) la chanson proposée par la Biélorussie, car les paroles, qui peuvent être comprises comme un soutien au régime, ne respectent pas les règles de la compétition, qui exclut les contenus politiques.

## 5 mars

La Lituanie [rejette](#) la demande d'extradition de l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa présentée par les autorités biélorusses. Le ministre lituanien des Affaires étrangères Gabrielius Landsbergis [précise](#) que « tous ceux qui ont trouvé refuge en Lituanie peuvent se sentir en sécurité et ne seront pas rendus aux régimes » qui les poursuivent pour leur lutte pour « la démocratie, la liberté d'expression ou leur croyance ». S. Tikhanovskaïa est exilée en Lituanie depuis août 2020, après l'élection présidentielle truquée à laquelle elle était candidate.

## 2 mars

La journaliste Katsyaryna Barysevitch et le médecin Artyom Sarokin sont [condamnés](#) à respectivement 6 mois et 2 ans de prison après un procès à huis-clos, pour avoir divulgué des informations sur la mort de Roman Bondarenko, décédé en novembre après avoir été frappé par des policiers en civil. Le lendemain, l'Union [qualifie](#) à nouveau d' « inacceptables » les violations des droits fondamentaux dans le pays et réaffirme qu'elle « continue de soutenir activement les efforts pour rassembler les preuves de torture et de répressions en Biélorussie et demander des comptes aux responsables ».

## 25 février

L'Union [prolonge pour un an](#), jusqu'au 28 février 2022, les sanctions contre les responsables de la fraude électorale lors de la présidentielle du 9 août 2020 et de la répression contre les manifestants, l'opposition et les journalistes. 88 personnes, dont Alexandre Loukachenko, que l'Union ne reconnaît plus comme président, ainsi que 7 entités, sont concernées par ces sanctions qui incluent un gel des avoirs et une interdiction d'entrée sur le territoire de l'Union.

## 18 février

La Commission européenne « [condamne fortement](#) » la peine de [2 ans de prison](#) infligée à deux journalistes de la chaîne d'opposition Belsat, Daria Tchoultsova et Katerina Bakhvalova, pour avoir couvert une manifestation. Elle qualifie de « répression honteuse » les arrestations et harcèlements de journalistes et appelle le régime biélorusse à respecter les libertés fondamentales et arrêter de cibler les journalistes.

## 16 février

La Commission européenne [estime](#) que les [raids policiers](#) contre des journalistes, militants associatifs et responsables syndicaux perpétrés dans la journée sont « inacceptables » et constituent une « escalade de l'intimidation et de l'assaut contre les droits civiques ».

La Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe [dénonce](#) également une situation « inacceptable ».

## 11 février

Dans une lettre à un député allemand [révélée](#) par la presse, le gouvernement allemand se dit prêt à accueillir 50 opposants biélorusses victimes de torture et violences policières, dans le cadre du plan d'action annoncé par la Chancelière Angela Merkel le 6 février.

## 7 février

Des manifestations se tiennent dans [plusieurs pays](#) à travers le monde à l'occasion de la Journée de solidarité avec la Biélorussie, une initiative de l'opposition pour marquer les six mois de protestation contre le résultat de l'élection présidentielle truquée du 9 août 2020.

Dans un [communiqué commun](#), le Haut représentant de l'Union Josep Borrell et le commissaire au voisinage et à l'élargissement Oliver Varhelyi réitèrent le soutien de l'Union au peuple biélorusse. Ils condamnent les persécutions injustes, la torture et les poursuites fondées sur de fausses accusations. Ils demandent l'ouverture rapide d'un dialogue et de nouvelles élections transparentes.

## 6 février

A la veille de la Journée de solidarité avec la Biélorussie, la Chancelière allemande Angela Merkel apporte son soutien au peuple biélorusse et [annonce](#) un plan d'action pour la société civile biélorusse, qui comprendra des facilitations de visas, des bourses et un soutien aux médias indépendants.

## 30 janvier

Alors que les manifestations se poursuivent pendant le week-end malgré la répression, le président lituanien Nauseda Gitanas propose [la candidature](#) de l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa et du peuple biélorusse pour le prix Nobel de la Paix.

## 27 janvier

Lors d'[une conférence en ligne](#), l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa appelle l'Occident à être « plus courageux et plus fort » pour soutenir le peuple biélorusse. Elle demande à l'Union de prendre « dès que possible » de nouvelles sanctions contre le régime d'Alexandre Loukachenko.

## 18 janvier

La fédération internationale de hockey sur glace décide que le championnat du monde, prévu en mai et juin à Minsk et Riga, ne se déroulera pas en Biélorussie. Elle [explique](#) que maintenir la compétition dans la capitale n'aurait pas été « approprié » et que la sécurité des participants ne pouvait être garantie. Des sportifs et responsables politiques avaient appelé à prendre cette décision, et plusieurs entreprises sponsors de l'événement avaient [menacé de se retirer](#) au nom des droits de l'Homme.

## 17 janvier

Tandis que les protestations se poursuivent en Biélorussie, à petite échelle en raison de l'hiver et de la répression, Svetlana Tikhanovskaïa [intervient](#) lors du congrès en ligne de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) allemande. Elle rappelle que les manifestants se battent pour « construire une Biélorussie démocratique, basée sur l'État de droit, la démocratie et le respect des citoyens ».

## 17 décembre

L'Union [étend ses sanctions](#) à 36 nouveaux responsables de la répression contre les manifestants, l'opposition et les journalistes. 88 personnes et 7 entités, dont le président non reconnu Alexandre Loukachenko, sont désormais soumises à un gel de leurs avoirs et une interdiction d'entrée dans l'Union.

## 16 décembre

L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa [reçoit le prix Sakharov](#) 2020 pour la liberté de l'esprit au nom de l'opposition démocratique en Biélorussie, lors d'une cérémonie au Parlement européen à Bruxelles.

[Dans son discours](#), elle déclare que les Biélorusses qui protestent depuis l'élection présidentielle truquée du 9 août « manifestent pour la liberté et la dignité des Bélarusses, des Européens, la vôtre et la nôtre. »

Elle souligne que « tout Bélarusse qui prend part à une manifestation pacifique contre la violence et l'illégalité... est un héros. Chacun d'eux est un exemple de courage, de compassion et de dignité à mes yeux. »

## 13 décembre

Plus de 120 [manifestations](#) ont lieu à Minsk et d'autres villes du pays. Au moins 300 personnes sont arrêtées.

## 11 décembre

La Commission européenne annonce [une aide de 24 millions €](#) à destination de la société civile en Biélorussie, par le biais d'une assistance aux médias indépendants et aux ONGs, et un programme de bourse pour les jeunes notamment. Le plan d'aide vise également à la résilience des petites et moyennes entreprises (PME) biélorusses et à soutenir le secteur de la santé. Plus de 150 000 personnes ont été contaminées par la Covid-19 dans le pays.

## 9 décembre

Le procureur général de Lituanie [ouvre](#) une [enquête préliminaire](#) pour crimes contre l'Humanité et crimes de guerre visant des membres du régime biélorusse. La Lituanie est le premier pays de l'Union à lancer une enquête sur les crimes perpétrés par le régime depuis l'élection présidentielle du 9 août. L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa appelle les autres pays européens à suivre l'exemple de la Lituanie.

## 6 décembre

A Minsk, les manifestants [se rassemblent](#) à nouveau en petits groupes, pour éviter la répression policière. Environ 300 personnes sont arrêtées.

## 4 décembre

La commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Michelle Bachelet [constate](#) que la situation s'est détériorée en Biélorussie au cours des dernières semaines, « notamment en ce qui concerne le droit de réunion pacifique ». Elle estime que

quelque 27 000 personnes ont été arrêtées dans le cadre de manifestations pacifiques depuis le 9 août. Elle demande aux autorités de libérer toutes les personnes détenues illégalement ou arbitrairement et d'ouvrir un dialogue politique avec l'opposition.

## 29 novembre

Les habitants de Minsk [manifestent](#) comme tous les dimanches depuis le 9 août, mais en organisant des « marches de voisins » afin de limiter le risque de répression policière. Plusieurs dizaines de personnes sont néanmoins arrêtées.

## 27 novembre

En visite dans un hôpital, Alexandre Loukachenko [déclare](#) qu'il « ne *ser[a] plus président quand la nouvelle Constitution sera en place* ». Mais il ne donne aucune indication sur le contenu de la réforme constitutionnelle qu'il prépare, ni sur quand elle pourrait être adoptée.

## 26 novembre

Dans [une résolution](#) adoptée par 613 voix contre 41, le Parlement européen « condamne avec la plus grande fermeté le meurtre de Roman Bondarenko », décédé après avoir été tabassé par des policiers en civil et demande une enquête « immédiate, approfondie, impartiale et indépendante » sur sa mort et celle de plusieurs autres manifestants.

Les députés renouvellent leur soutien au peuple biélorusses, demandent la libération immédiate des prisonniers politiques et appelle le régime à cesser les violences contre les manifestants et les journalistes.

Ils apportent leur soutien au lancement d'une mission d'information du Parlement à Vilnius et à Varsovie, et au dialogue avec l'opposition en Biélorussie pour « explorer d'éventuelles activités de médiation et de soutien à la démocratie ». Ils estiment que les sanctions actuelles contre le régime sont insuffisantes et en demandent de nouvelles.

Ils appellent en outre à un soutien accru de l'Union en faveur de la société civile en Biélorussie.

## 22 novembre

La manifestation dominicale contre le régime se solde à Minsk par de nouveaux heurts avec les forces de l'ordre et [plus de 300 arrestations](#).

## 20 novembre

L'Estonie, la Lituanie et la Lettonie [décident d'imposer](#) une interdiction de territoire à 26 Biélorusses, dont le ministre de l'Information, celui des Sports et

du Tourisme, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires des ministères de l'Intérieur et de la Justice, des représentants de syndicats et de médias d'État impliqués dans la désinformation.

## 19 novembre

Les ministres européens des Affaires étrangères [se mettent d'accord](#) pour préparer un troisième volet de sanctions, qui pourraient viser de hauts responsables biélorusses, ainsi que « des institutions, des chefs d'entreprise et des sociétés », selon le Haut Représentant Josep Borrell.

## 15 novembre

La manifestation qui se tient à Minsk comme tous les dimanches rend hommage à Roman Bondarenko, mort après avoir été frappé par des hommes en civil près d'un lieu décoré aux couleurs de l'opposition. Plus de 1000 personnes sont [arrêtées](#) par la police.

## 13 novembre

Dans [un communiqué](#), l'Union estime que la mort de Roman Bondarenko, un Biélorusse de 31 ans décédé après avoir été battu par des hommes qui étaient probablement des policiers en civil, est le « résultat scandaleux et honteux des actions des autorités biélorusses qui n'ont pas seulement directement et violemment réprimé leur propre population mais ont aussi créé un climat dans lequel peuvent se produire de tels actes violents et sans foi ni loi ».

L'Union appelle une nouvelle fois le régime à cesser « la violence et la persécution », à libérer les prisonniers politiques et enquêter sur les violations des droits de l'Homme pour en juger les responsables.

## 8 novembre

Un nouveau dimanche de manifestations à Minsk et d'autres villes du pays se solde par l'arrestation de [plusieurs centaines de personnes](#).

## 6 novembre

L'Union [adopte des sanctions](#) à l'encontre de 15 responsables du régime biélorusse, dont Alexandre Loukachenko et son fils, en raison de leur rôle dans la répression violente du mouvement démocratique. Les sanctions incluent une interdiction de voyager dans l'Union et le gel des avoirs personnels.

## 5 novembre

Dans [un rapport](#) sur l'élection du 9 août, l'OSCE estime que le scrutin n'a été « ni transparent, ni libre ni équitable ». Il affirme que les allégations de violation des

droits de l'Homme par le régime sont « massives, systématiques et prouvées de manière indiscutable ». Le rapport note que la répression des manifestations donne lieu à des tortures et mauvais traitements dans un climat d' « impunité générale ».

En conséquence, l'OSCE appelle à l'annulation des résultats de l'élection et l'organisation d'un scrutin « sincère », à la cessation des violences, à la libération de tous les prisonniers politiques et journalistes et au respect des règles internationales en matière de justice.

## 1<sup>er</sup> novembre

Pour le 13<sup>ème</sup> dimanche consécutif, des milliers de Biélorusses [manifestent](#) contre le régime, malgré les menaces de tir à balle réelle par les forces de sécurité. Environ 300 personnes sont arrêtées à Minsk. La grève lancée par Svetlana Tikhanovskaïa continue dans certaines usines, administrations et universités.

## 26 octobre

L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa annonce le [début d'une grève générale](#) pour demander le départ d'Alexandre Loukachenko, à qui elle avait donné jusqu'au 25 octobre pour quitter le pouvoir. Elle affirme que « des employés d'entreprises et d'usines publiques, du secteur des transports, des mineurs, des professeurs et des étudiants » ont arrêté le travail.

La veille, comme tous les dimanches depuis l'élection truquée du 9 août, des milliers de personnes ont manifesté à Minsk et d'autres villes du pays.

## 22 octobre

Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit [est décerné](#) par le Parlement européen à l'opposition démocratique en Biélorussie représentée par le Conseil de coordination.

Le Président du Parlement David Sassoli rend hommage aux représentants de l'opposition pour « leur courage, leur résilience et leur détermination ». Il souligne qu'ils « ont de leur côté quelque chose que la force brute ne pourra jamais vaincre – la vérité ». « Chers lauréats, restez forts et n'abandonnez pas votre combat. Sachez que nous sommes à vos côtés », ajoute-t-il.

La remise du prix se déroulera le 16 décembre.

## 21 octobre

Dans [une résolution](#) adoptée par 602 voix contre 44, le Parlement européen soutient la décision de l'Union de ne pas reconnaître Alexandre Loukachenko comme Président de la Biélorussie après la fin de son mandat le 5 novembre et appelle à l'inclure dans la liste des personnes sanctionnées.

Le Parlement reconnaît le Conseil de coordination « comme le représentant légitime du peuple qui réclame un changement démocratique et la liberté en Biélorussie » et soutient ses efforts pour « une transition pacifique et démocratique du pouvoir à la suite d'un dialogue national inclusif ».

Il appelle l'Union à mettre rapidement en œuvre les sanctions prévues contre les responsables du régime, à revoir ses relations avec la Biélorussie et à mettre en place des actions de soutien économique et financier à la société civile biélorusse.

## 18 octobre

Comme chaque dimanche depuis l'élection truquée du 9 août, des milliers de manifestants [se rassemblent à Minsk](#) et d'autres villes de Biélorussie et des dizaines d'entre eux sont arrêtés par la police.

## 16 octobre

[Le Conseil européen](#) « fait siennes » les conclusions adoptées par les ministres le 12 sur les sanctions envers les responsables du régime biélorusse et la réduction des relations politiques et économiques. Il condamne la poursuite des violences contre les manifestants pacifiques.

## 13 octobre

L'opposante Svetlana Tikhanovskaïa, réfugiée en Lituanie, donne à Alexandre Loukachenko jusqu'au 25 octobre pour annoncer sa démission, mettre fin à la dispersion des manifestations par la force et libérer tous les prisonniers politiques. « Si nos demandes ne sont pas satisfaites d'ici le 25 octobre, tout le pays descendra pacifiquement dans la rue. Et le 26 octobre, une grève nationale de toutes les entreprises commencera, toutes les routes seront bloquées, les ventes dans les magasins d'État s'effondreront », [prévoit S. Tikhanovskaïa](#).

## 12 octobre

Réunis à Luxembourg, [les ministres des Affaires étrangères de l'Union affirment](#) à nouveau qu'Alexandre Loukashenko n'a « aucune légitimité démocratique », condamnent la violence contre les manifestants et appellent une nouvelle fois les autorités biélorusses à chercher une « solution pacifique et démocratique » à la crise.

Les ministres se déclarent prêts à adopter de nouvelles sanctions contre les responsables biélorusses, « y compris A. Loukachenko ».

Ils décident de réduire les relations politiques et économiques avec les autorités biélorusses et de les rediriger vers la société civile. Ils annoncent que des moyens supplémentaires seront consacrés au soutien aux jeunes, aux personnes vulnérables, aux médias indépendants, ainsi qu'aux secteurs privé et de la santé.



Le Parlement européen sélectionne « l'opposition démocratique au Bélarus, représentée par le Conseil de coordination » parmi les trois [finalistes du Prix Sakharov 2020](#) pour la liberté de l'esprit. Le vote final se tient le 22 octobre.

## 11 octobre

La police biélorusse [disperse par la force](#) une nouvelle manifestation rassemblant plusieurs milliers de personnes à Minsk et arrête au moins 250 personnes dans la capitale et d'autres villes du pays.

La veille, Alexandre Loukachenko avait organisé dans la prison du KGB une [rencontre filmée](#) avec plusieurs prisonniers politiques dont l'ancien candidat à la présidentielle Viktor Babariko et plusieurs membres du Conseil de coordination de l'opposition.

## 7 octobre

[Lors d'une audition](#) par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, Svetlana Tikhanovskaïa lance un appel à la France : « Aidez le peuple biélorusse, aidez à éviter la violence et le conflit civil! Aidez à sortir de cette crise de manière digne, aidez-nous à conduire des élections libres et équitables ».

## 6 octobre

La Chancelière allemande Angela Merkel reçoit à Berlin l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa, qui [appelle les pays européens](#) à maintenir la pression sur le régime biélorusse.

## 4 octobre

En dépit d'une mise en garde des autorités et de nouvelles arrestations, des dizaines de milliers de personnes manifestent à nouveau à Minsk et dans d'autres villes du pays. Le Centre biélorusse de défense des droits humains Viasna dénombre compte 77 « prisonniers politiques ».

[Dans un communiqué](#), le Haut représentant de l'Union Josep Borrell considère comme « infondé et regrettable » que les autorités biélorusses demandent à la Pologne et à la Lituanie de rappeler leurs ambassadeurs et de réduire leur personnel diplomatique à Minsk.

## 2 octobre

Le Conseil [impose des sanctions](#) à l'encontre de 40 responsables de la répression et de l'intimidation des manifestants. Les mesures incluent une interdiction de voyager sur le territoire de l'Union et un gel des avoirs financiers.

## 1<sup>er</sup> octobre

Réuni à Bruxelles le 1<sup>er</sup> octobre, le Conseil européen « condamne la violence inacceptable dont font usage les autorités biélorusses à l'encontre de manifestants pacifiques ainsi que les actes d'intimidation et les arrestations et détentions arbitraires à la suite de l'élection présidentielle, dont il ne reconnaît pas les résultats ».

Il demande la fin de la répression, la libération des prisonniers politiques et l'ouverture d'un dialogue politique. Il demande au Conseil de mettre en place des sanctions et encourage la Commission à préparer un « plan global de soutien économique à la Biélorussie démocratique ».

## 28 septembre

Le Président Emmanuel se rend en visite en Lituanie et en Lettonie. Il rencontre à Vilnius S. Tikhanovskaïa, qui accepte la proposition de la France de venir s'adresser devant l'Assemblée nationale.

## 25 septembre

Les États baltes élargissent leurs sanctions à l'égard de fonctionnaires biélorusses.

## 24 septembre

L'Union refuse de reconnaître A. Loukachenko comme président de la Biélorussie. Le Haut représentant de l'Union Josep Borrell déclare que la prestation de serment et « le nouveau mandat dont se réclame Alexandre Loukachenko n'ont aucune légitimité démocratique ».

## 23 septembre

Alexandre Loukachenko prête serment pour un sixième mandat.

## 21 septembre

Svetlana Tikhanovskaïa rencontre à Bruxelles les ministres des Affaires étrangères de l'Union. Elle est également reçue au Parlement européen, où elle déclare que le mouvement de protestation n'est pas une révolution géopolitique, qu'elle n'est « ni pro ou anti-russe, ni pro ou anti-UE, mais juste une révolution démocratique pro-Biélorussie ».

Le Président lituanien Gitanas Nausėda présente un plan d'assistance économique préparé avec la Pologne et la Roumanie pour aider la « Biélorussie démocratique ». Les trois pays proposent un régime commercial préférentiel entre l'Union et la Biélorussie, la possibilité pour les Biélorusses d'entrer dans l'Union sans visa, et un soutien à la candidature du pays à l'Organisation mondiale du

commerce (OMC). Ce plan devrait être présenté par la Lituanie, la Pologne et la Roumanie aux partenaires européens lors du Conseil européen des 1<sup>er</sup> et 2 octobre.

## 20 septembre

Nouvelle marche de protestation à Minsk, malgré la mobilisation des forces de l'ordre.

## 17 septembre

Le Parlement européen rejette [dans une résolution](#) les résultats de la « prétendue élection présidentielle ». Il annonce qu'il ne reconnaîtra pas A. Loukachenko comme Président à l'issue de son mandat actuel et qu'il considère le Conseil de coordination comme le « représentant provisoire du peuple demandant un changement démocratique ».

Le Parlement condamne la répression « avec la plus grande fermeté » et demande la libération « immédiate et inconditionnelle » de tous les prisonniers politiques. Il appelle à des sanctions contre les responsables de l'Etat, y compris A. Loukachenko.

Le même jour, le Premier ministre polonais [Mateusz Morawiecki propose](#) que l'Union mette en place un fonds de stabilisation de la Biélorussie d'au moins 1 milliard €. Il soumettra son projet au Conseil européen des 24 et 25 septembre.

## 15 septembre

Le groupe Renew Europe du Parlement européen [propose d'attribuer](#) le prix Sakharov 2020 à « l'opposition démocratique en Biélorussie, représentée – entre autres – par Svetlana Tikhanovskaïa, présidente élue de Biélorussie, Siarhei Tikhanovski, vidéoblogueur et prisonnier politique, Ales Bialiatski, fondateur de l'organisation biélorusse de défense des droits de l'homme "Viasna", Stepan Svetlov, fondateur du canal Telegram NEXTA, Mikola Statkevich, prisonnier politique et candidat à la présidence aux élections de 2010, et Svetlana Alexievich, membre du Conseil national de coordination de la Biélorussie et lauréate du prix Nobel ».

Le 16 septembre, le groupe du Parti populaire européen au Parlement [propose également d'attribuer](#) le prix à « l'opposition démocratique en Biélorussie représentée par le Conseil de coordination et un certain nombre de figures d'opposition dont Svetlana Tikhanovskaïa ».

## 13 septembre

Plus de 100 000 personnes marchent à nouveau à Minsk. Les autorités annoncent 400 arrestations. Depuis son exil, S. Tikhanovskaïa salue « *un peuple véritablement héroïque* » qui continue son « *combat pour la liberté* ».

## 11 septembre

Dans [une déclaration au nom de l'Union](#), J. Borrell « déplore l'escalade de la violence et l'exil forcé des membres du Conseil de coordination ». Il demande à ce que les membres du Conseil et de la société civile biélorusse soient « protégés des intimidations, de l'exil forcé, des arrestations arbitraires et de la violence ». Il demande la libération des prisonniers et rappelle que l'Union est « déterminée » à prendre des sanctions contre les responsables de la répression.

## 10 septembre

Après la visite des quelques diplomates la veille, les ambassadeurs de 10 États membres et des diplomates de 5 autres États membres [rendent visite](#) à la prix Nobel de Littérature Svetlana Alexievitch à son domicile à Minsk pour l'assurer de leur soutien. S. Alexievitch est la dernière membre du Conseil de coordination à n'avoir été ni arrêtée ni exilée et fait l'objet de menaces régulières.

## 9 septembre

Le groupe Socialistes et Démocrates au Parlement européen [propose d'attribuer](#) cette année le prix Sakharov, décerné par le Parlement aux défenseurs des droits de l'Homme, « aux courageuses femmes biélorusses en général, et plus particulièrement à Svetlana Tikhonovskaïa, Maria Kalesnikava, et Veranika Tsapkala ».

## 8 septembre

La Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe Marija Pejcinovic Buric [demande la fin des « dérives répressives »](#) du régime biélorusse et appelle à « un dialogue loyal et franc avec la société civile afin de travailler sans délai aux réformes qui s'imposent », pour lequel elle propose l'aide du Conseil de l'Europe. [Svetlana Tikhonovskaïa s'exprime](#) devant la Commission des questions politiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Elle assure que le Conseil de coordination, « malgré la répression, est toujours engagé dans le dialogue » et rappelle que « M. Loukachenko n'a aucune légitimité » après l'élection truquée.

## 7 septembre

Maryia Kalesnikova, est enlevé à Minsk puis arrêtée lorsqu'elle refuse son expulsion de force en Ukraine.

Dans [un communiqué](#), le Haut représentant Josep Borrell condamne au nom de l'Union « l'arbitraire incessant et les arrestations et détentions inexplicables » et demande la libération immédiate de tous les prisonniers politiques arrêtés avant et après l'élection du 9 août.

## 6 septembre

Comme chaque dimanche, des dizaines de milliers de personnes manifestent à Minsk et d'autres villes du pays. Les autorités annoncent l'arrestation du plus de 600 personnes.

## **1<sup>er</sup> septembre**

Les étudiants entament un mouvement de grève à l'occasion de la rentrée universitaire. Dans les jours qui suivent, plusieurs dizaines d'entre eux sont arrêtés sur les campus.

## **31 août**

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie inscrivent sur une liste noire Loukachenko et une trentaine d'autres hauts responsables biélorusses, qui sont interdits d'entrée sur le territoire des 3 pays.

## **30 août**

Des dizaines de milliers de personnes manifestent à nouveau à Minsk et d'autres villes du pays. Des dizaines de personnes sont arrêtées.

Dans une tribune publiée par le Journal du Dimanche, le Haut représentant de l'Union [Josep Borrell appelle à des élections](#) pour résoudre la crise : « La meilleure solution serait de rejouer le match sous le contrôle de l'OSCE ».

## **29 août**

Les autorités biélorusses retirent leurs accréditations à plusieurs médias étrangers qui couvrent le mouvement de protestation et la répression.

## **28 août**

Lors d'une [réunion spéciale du Comité permanent de l'OSCE](#), le Premier ministre albanais Edi Rama, Président en exercice de l'organisation, renouvelle l'offre d'agir en « facilitateur du dialogue nécessaire » entre le pouvoir et l'opposition biélorusses.

## **27 août**

Réunis à Berlin, les ministres des Affaires étrangères de l'Union [décident de sanctionner plusieurs hauts responsables biélorusses](#). La liste définitive sera finalisée dans les jours à venir.

## **26 août**

Convoquée par les enquêteurs dans le cadre de poursuites contre le mouvement de contestation, la prix Nobel de littérature Svetlana Alexievitch refuse de répondre aux questions. Les arrestations d'opposants se poursuivent.

## 25 août

Svetlana Tikhanovskaïa s'exprime lors [d'une réunion extraordinaire de la commission Affaires étrangères](#) du Parlement européen. Elle déclare qu'une « révolution pacifique est en cours » : « La révolution au Biélorussie n'est pas une révolution géopolitique. Ce n'est ni une révolution pro ou anti-russe, ce n'est ni une révolution pro ou anti-Union européenne. C'est une révolution démocratique ».

## 24 août

Sergueï Dilevski et Olga Kovalkova, membres du "*Conseil de coordination*" destiné à promouvoir une transition pacifique du pouvoir, sont arrêtés devant l'usine de tracteurs de Minsk (MTZ) en grève.

## 23 août

Une nouvelle manifestation à Minsk rassemble environ 100 000 personnes. Des chaînes humaines se forment en Lituanie, où est réfugiée Svetlana Tikhanovskaïa, ainsi qu'en Estonie et Lettonie, en soutien au peuple biélorusse.

## 22 août

Alexandre Loukachenko demande à l'armée de se tenir en alerte.

## 20 août

Le Président Emmanuel Macron et la Chancelière Angela Merkel [se rencontrent au fort de Brégançon](#). Ils réitèrent l'offre de médiation de l'Union et assurent à l'attention du Président russe Vladimir Poutine que l'Union ne voit pas dans la crise en Biélorussie une « réplique » de la crise ukrainienne.

## 19 août

[Réunis en vidéoconférence extraordinaire](#), les chefs d'État et de gouvernement de l'Union réaffirment que l'élection n'a été « ni libre ni régulière » et qu'ils n'en reconnaissent pas le résultat.

Ils déclarent que « les citoyens de Biélorussie ont le droit de décider de leur avenir » et condamnent « la violence disproportionnée et inacceptable dont les autorités nationales ont fait usage contre des manifestants pacifiques ». « L'UE demande que tous les cas présumés d'abus fassent l'objet d'une enquête approfondie et transparente ».

Ils confirment que l'Union « imposera prochainement des sanctions à l'égard d'un grand nombre de responsables de la violence, de la répression et de la falsification des résultats électoraux ».

Ils ajoutent : « Nous invitons les autorités biélorusses à trouver un moyen de sortir de la crise en mettant fin à la violence, en apaisant les tensions et en engageant un dialogue national sans exclusive », et se déclarent prêts à contribuer à une solution pacifique.

## **17 août**

Des grèves sont organisées dans de nombreuses usines.

[L'OSCE propose sa médiation](#) pour un dialogue « ouvert et constructif » entre le pouvoir et l'opposition.

## **16 août**

Environ 100 000 personnes manifestent à Minsk, le plus important rassemblement de protestation dans l'histoire du pays. Des milliers d'autres personnes se rassemblent dans tout le pays.

Depuis la Lituanie, Svetlana Tikhanovskaïa appelle les Biélorusses à une grève illimitée.

## **14 août**

[Lors d'une réunion extraordinaire](#), les ministres européens des Affaires étrangères estiment que les résultats du scrutin « ont été falsifiés ».

Ils proposent une médiation de l'Union pour « établir et faciliter un dialogue entre les autorités politiques, l'opposition et plus largement la société » en Biélorussie. Ils décident de préparer des sanctions contre les responsables de la violence, de la répression et de la falsification des résultats électoraux ».

## **12 août**

Les autorités annoncent la mort d'un deuxième manifestant à Gomel, lors de sa détention après les manifestations du 9 août.

## **11 août**

Svetlana Tikhanovskaïa se réfugie en Lituanie.

Dans [une déclaration au nom de l'Union](#), le Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, juge que l'élection n'a été « ni libres ni régulière ».

Il ajoute : « Nous demandons aux dirigeants politiques biélorusses d'engager un dialogue réel et sans exclusive avec l'ensemble de la société afin d'éviter de nouvelles violences. L'UE continuera de soutenir une Biélorussie démocratique, indépendante, souveraine, prospère et stable. »

## **10 août**

La Chine et la Russie reconnaissent le résultat du scrutin, qui est mis en cause par les États membres de l'Union européenne.

Les manifestations se poursuivent, un manifestant est tué, 2 000 personnes sont arrêtées.

## **9 août**

Élection présidentielle en Biélorussie.

Le Président sortant Alexandre Loukachenko est donné vainqueur avec 80,23% des voix. Svetlana Tikhanovskaïa, candidate de l'opposition après l'emprisonnement de son mari, l'opposant Sergueï Tikhanovski, est officiellement créditée de 9,9%.

Des manifestations ont lieu dans la capitale Minsk, 3 000 personnes sont arrêtées.